



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Moi-je-ne-quitte-pas-l-UQAM>

Moi je ne quitte pas l'UQAM

- Politique québécoise - Éducation -



Date de mise en ligne : mardi 15 mars 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Ah ben, quelle surprise ! Le dernier « power trip » des dirigeants de l'École des sciences de la gestion (ESG) est de quitter les rangs de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Vous m'en direz tant ! Ils ont lancé un ultimatum, qui s'assimile à du chantage en bonne et due forme, à la direction et aux administrateurs de l'UQAM. Faut se rendre à leurs doléances, sinon ils se séparent, ils quittent le bateau de l'UQAM même si légalement c'est très questionnable.

Encore une fois, le doyen de l'ESG, M. Stéphane Pallage, celui qui pense « big » mais alimenté par des fonds publics, a lancé ce ballon d'essai en mettant les professeurs devant le fait accompli. Pour lui, informer, c'est consulter, et consulter c'est d'avoir l'appui de tout le monde pour ses folies de grandeur. Et dire que le journal Le Devoir a amplifié l'affaire et conforté monsieur Pallage dans ses prétentions en accouchant de plusieurs articles qui faisaient la partie belle à celui qui rêve de devenir « recteur » d'une ESG indépendante de l'UQAM mais dépendante des commanditaires.

Pourquoi vouloir se séparer de l'UQAM ?

Aux yeux des bonzes de l'ESG, être associé à l'UQAM leur porte tout simplement préjudice. Voyons donc, une école de gestion inféodée au milieu des affaires ne peut être partie intégrante d'une université contestataire avec ses départements et disciplines de type « humides » et « molles ». Être intégrée avec des départements émanant de domaine comme les sciences politiques, l'histoire, l'art, la philosophie, la sociologie ou le travail social est inacceptable et intolérable, surtout quand ils se mettent à contester les inégalités économiques scandaleuses, à critiquer le patronat que certains à l'ESG associent à des créateurs ultimes de richesse et à des philanthropes, plus encore quand ils font la grève. Voyons donc, former des futurs patrons dans un tel environnement est un sacrilège, ça ne se fait pas.

En fait, les « leaders » visionnaires et lucides de l'ESG veulent principalement être au service du milieu des affaires et non au service de la collectivité, même s'ils sont financés très majoritairement par des fonds publics qui proviennent des poches de la population toute entière. Comme dans la société, il y aura un clivage entre le grand monde important, avec tous leurs privilèges, et les autres qui doivent absorber comme des éponges.

Au service quasi-exclusif du privé

Le privé va faire comme il le fait dans d'autres services publics. Il va financer et commanditer minimalement des chaires, des instituts et même des professeurs universitaires, tout en s'accaparant le pouvoir réel afin que l'université devienne une milice patronale propageant les avantages du néolibéralisme, du capitalisme et vantant à tour de bras les mérites de la classe dominante.

Déjà, le privé, mille fois plus gros que le public, détient plusieurs organismes de recherche privés (Fraser Institute, C.D. Howe, Conference Board, l'Institut économique de Montréal, etc.), finance les politiciens, détient les médias d'information, embauche des milliers de lobbyistes, souvent d'ex-politiciens, et de consultants, souvent des universitaires. Stratégiquement, afin d'intoxiquer encore davantage les gens, quoi de mieux que d'avoir à son service des institutions d'enseignement et des professeurs universitaires ? Ça donne un certain vernis scientifique à leurs politiques visant, selon eux, la prospérité et l'enrichissement.

Les HEC : le modèle de Pallage

L'actuel doyen de l'ESG-UQAM rêve de transformer l'École des sciences de la gestion de l'UQAM en un modèle comme celui qui prévaut aux Hautes études commerciales de Montréal, une sorte de filiale du patronat avec ses salles, ses planchers, ses instituts, ses chaires financés un peu par le privé qui, toutefois, mènera la barque. Il veut que l'ESG soit commanditée par le privé mais qu'elle garde pour elle le fric, déductible d'impôts sur le revenu, fourni par le privé sans devoir le partager avec les autres familles et départements de l'UQAM. Être associée à l'UQAM indispose et gêne les commanditaires et l'empêche de développer des liens encore plus étroits avec le privé.

Si le doyen de l'ESG, Stéphane Pallage, et d'autres rêvent des HEC, ils n'ont dans ce cas qu'à transférer aux HEC. Moi, après mes études universitaires, comme d'autres, j'ai reçu des offres d'emploi des HEC et de l'Université Laval. Mais j'ai choisi l'UQAM, justement parce qu'elle était la plus contestataire et davantage au service de la population et des groupes communautaires. En plus, elle était (et est toujours) située au coeur du centre-ville, avec son lot d'itinérants et de poqués de la société. J'ai toujours eu horreur des universités juchées sur leur montagne et isolées du vrai monde dans leur beau campus doré.

Je me suis toujours défini avant tout comme un professeur de l'UQAM rattaché au département des sciences comptables. Me détacher de quelques façons que ce soit de l'UQAM représenterait tout simplement un bris de contrat. Oups, j'oubliais, en plus nous sommes syndiqués comme les autres professeurs de l'Université de Montréal, excepté les HEC.

Pallage et l'autoritarisme de l'UQAM

Quand Stéphane Pallage se plaint d'être brimé dans ses droits et d'être victime de l'autoritarisme de la direction et des administrateurs de l'UQAM, c'en est vraiment tordant. C'est ce même individu qui a obligé les professeurs de certains départements de l'ESG, malgré leur refus, à récemment déménager d'édifice. Un déménagement inutile, qu'il a imposé et qui a coûté des millions de dollars à l'UQAM, elle qui est déjà en manque d'argent. La direction de l'UQAM aurait dû stopper ce projet insensé.

Parlant d'autoritarisme, M. Pallage garde le contrôle des locaux depuis le déménagement, c'est-à-dire que si auparavant les locaux appartenaient aux départements, c'est maintenant lui qui décide à qui va être attribué le moindre local. Par cette centralisation récente, c'est lui qui a les clefs. On peut ainsi dire qu'il est porté sur le contrôle.

De plus, depuis environ 15 ans que je suis titulaire de la Chaire d'études socio-économiques, financée par des syndicats locaux et des groupes communautaires, et qui a, malgré des ressources financières limitées, mené des études critiques sur le comportement réel de plusieurs entreprises et de gens d'affaires qui, oh horreur, étaient également des commanditaires de l'UQAM. Ça portait alors ombrage aux riches donateurs corporatifs et individuels et ça déplaisait à la direction de l'ESG et Stéphane Pallage.

Alors ce qui devait arriver arriva. Dans un premier temps, la direction de l'ESG obligea la Chaire à se convertir en Laboratoire d'études socio-économique. Puis, après le déménagement, monsieur Pallage lui-même en personne m'avise que mon Laboratoire n'est plus reconnu comme une instance de l'ESG, donc n'ayant pas droit à des locaux comme auparavant, même si le Laboratoire est toujours reconnu par l'UQAM qui effectue sa comptabilité et par la Fondation de l'UQAM qui reçoit les contributions versées au dit Laboratoire. Un vrai petit boss qui crie à son entière liberté de faire n'importe quoi quand bon lui semble et de faire ce qui plait aux commanditaires privés.

Il est bien évident qu'avec une ESG « libre » et détachée de l'UQAM, la liberté de pensée, de parole et d'action des

professeurs sera amputée afin de ne point incommoder ses généreux contributeurs, exactement comme aux HEC-Montréal. Les professeurs devront bien agir en conformité avec les principes profonds de l'ESG et de rentrer gentiment dans les rangs.

Privatisation déguisée de nos services publics

Après la santé, les garderies, l'éducation primaire et secondaire, etc. la privatisation de nos programmes sociaux et le démantèlement de nos instruments collectifs au profit du privé se poursuit de plus belle avec la collaboration des gouvernements. Mais attention, le privé ne prend que ce qui est payant et rentable pour lui, laissant au public les cas les plus lourds et plus problématiques. Et même pour les services publics (garderies, écoles, hôpitaux) et les instruments collectifs (Bombardier, Air Canada, CN) privatisés, l'État doit continuer à les subventionner intensément comme dans le cas des écoles et des garderies privées qui n'ont de privé que le nom. Le rouleau compresseur frappe maintenant les universités avec l'appui d'universitaires qui rêvent de faire partie du jet-set et d'avoir droit aux honneurs propres aux activistes de toute nature qui se soumettent aux intérêts de la classe dominante.

En tout cas, je suis à l'UQAM pour y rester et je ne suis pas le seul à vouloir agir de la sorte parmi mes collègues de l'École des sciences de la gestion. Le gouvernement du Québec et la ministre de l'enseignement supérieur, Mme Hélène David, doivent dès maintenant ramener le doyen de l'ESG, monsieur Stéphane Pallage, et ses acolytes, à la raison.